

## Élections législatives en Grèce : L'Europe peut renaître à Athènes

### *Exposé des motifs :*

Le 29 décembre 2014, la chambre parlementaire grecque a été dissoute, renvoyant à des élections générales le 25 janvier 2015. Favori des élections grecques, le parti Syriza (membre du Parti de la Gauche européenne) est aujourd'hui aux portes du pouvoir. Les écologistes grecs (membres du Parti vert européen) ont trouvé un accord programmatique avec Syriza.

Cette motion d'urgence propose aux écologistes français et européens une feuille de route stratégique nouvelle.

L'idée européenne meurt chaque jour un peu plus des politiques d'austérité et du statu quo qui règne dans les antichambres du pouvoir européen.

En 2012, l'élection de François Hollande représentait pour nombre de citoyen-ne-s européen-ne-s l'espoir d'une réorientation en profondeur de la politique européenne. Il n'en fut rien. Jamais l'orthodoxie budgétaire n'aura été assumée et autant encouragée que durant les 3 dernières années.

L'arrivée de Matteo Renzi à la présidence du Conseil Italien n'aura pas suffi à redonner du souffle à une social-démocratie européenne trop pressée de soutenir Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne. Une fois de plus, la gauche dite « responsable » aura refusé de jouer le rapport de force avec la droite européenne.

Aujourd'hui, la Commission européenne et les principaux gouvernements européens regardent avec inquiétude le déroulement de la campagne électorale en Grèce et la possible victoire du parti Syriza.

Anti-austérité, le parti est accusé d'être anti-européen. Exigeant de renégocier le plan d'aide de l'UE à la Grèce, le parti est accusé de populisme et de menacer la stabilité des marchés. On joue sur la peur pour masquer une réalité : l'arrivée au pouvoir de Syriza en Grèce est une opportunité pour l'Europe et permettrait, au Conseil européen, l'expression d'une opposition démocratique aux politiques austéritaires.

En réalité, le seul danger pour l'Europe consisterait à refuser à la Grèce le droit à l'alternative politique. Les déclarations récentes de la chancelière allemande Angela Merkel, sorte d'ultimatum indécent aux Grecs - Rien de change ou vous quittez la zone euro-, relève de la pyromanie politique.

L'enjeu est celui de la réorientation des politiques européennes. Pro-européens, les écologistes doivent prendre leur part à ce débat stratégique. Ils doivent participer sur la scène européenne à de nouvelles alliances politiques, au Parlement Européen et au Conseil Européen. Car après la Grèce, fin 2015, viendront les élections législatives dans un des poids lourds économiques de l'Europe et qui est au bord d'un grand chamboulement politique : l'Espagne.

L'enjeu est simple. Ces nouvelles alliances doivent permettre au camp du changement de peser plus. Aussi, le rôle des écologistes est de faire en sorte que cette aspiration au changement ne soit pas synonyme de simple retour aux recettes de la vieille gauche. Seul notre engagement ferme et déterminé pourra maintenir l'écologie au cœur du débat stratégique à venir.

## *Motion*

**EELV salue l'émergence, en Europe, d'alternatives politiques à même de peser sur la réorientation écologique et sociale de l'Europe et soutient l'alliance, en Grèce, des écologistes avec Syriza.**

**EELV regrette les déclarations du Président de la Commission européenne, de Pierre Moscovici et Angela Merkel visant à intimider le peuple grec et à contraindre son expression démocratique.**

**EELV considère que Syriza et Podemos sont des partenaires crédibles de la réorientation européenne.**

**Europe Ecologie Les Verts :**

- **Demande au Parti Vert Européen de proposer au Parti de la gauche européenne de travailler à une feuille de route commune pour la réorientation démocratique, sociale et écologique de l'Europe et demande plus largement au comité du PVE d'engager un dialogue structurel avec les forces de recomposition politique au niveau européen.**
- **Dans cet esprit, appelle le bureau exécutif d'EELV à travailler avec les forces politiques et les mouvements citoyens français désireux de poser les jalons d'une stratégie politique commune pour la réorientation solidaire, démocratique et écologique de l'Europe.**

**Pour : 71 ; contre : 3 ; blancs : 3**